

<p style="text-align: center;"><b>REUNION ORGANISEE DANS LE CADRE DU GRAND DEBAT</b></p> <p style="text-align: center;"><b>NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE LE 13 DECEMBRE 2003</b></p>
---

Un animateur a été désigné ainsi qu'un secrétaire qui vous fait parvenir le présent procès-verbal.

La réunion a eu lieu autour de la question n°12 : *« comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école, peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ? »*.

La séance commence à 9h20 en présence de 8 enseignants, 6 parents, 2 directeurs d'école. Il est intéressant de noter qu'en préalable à cette réunion deux enseignants ont déclaré qu'en tant que fonctionnaires d'Etat, ils étaient tenus à une obligation et un devoir de réserve et qu'en conséquence, ils ne pouvaient pas s'exprimer à l'intérieur de l'école. Ceci leur aurait été confirmé par l'Inspecteur de circonscription.

Le débat s'est ensuite porté sur la notion de lisibilité de l'école pour l'enfant et les parents et la relation entre cette notion et la réussite scolaire.

1. Certains parents estiment que l'on n'explique pas suffisamment aux enfants et aux parents, ce que l'on attend d'eux et ce que eux peuvent attendre de l'école sur le plan non seulement de l'enseignement, mais au-delà de cela, sur le plan de la vie de l'enfant dans une société.

L'animateur a ensuite recadré le débat sur le problème d'un éventuel manque d'informations, ce qui a été effectivement approuvé par d'autres parents sous la formule : *« plus on avance dans l'école, moins on a d'information »*.

L'illustration concrète de cette formule s'est faite en indiquant que lorsque l'enfant intègre une école maternelle, les parents peuvent rentrer dans l'école pour le conduire jusqu'à sa classe et à partir du niveau de l'école primaire, on ne rentre plus même dans la cour de l'école.

Il ressort de cette discussion en ce qui concerne l'implication des parents que ceux-ci souhaiteraient être un peu plus informés de l'utilité et du contenu de leur rôle pour favoriser la réussite scolaire de leurs enfants, essentiellement et à ce stade de la discussion, à l'école maternelle et à l'école primaire.

Le rôle des parents est évident dans le cadre de la réussite scolaire de leurs enfants mais il existe bien deux mondes relativement distincts, à savoir le monde de l'école et le monde de la famille. Des passerelles entre ces deux mondes peuvent se faire, ne serait-ce que dans le cadre des réunions de parents d'élèves qui s'organisent en début d'année à l'initiative de l'équipe pédagogique. (s'il n'y a pas assez de parents présents à ces réunions, on ne peut pas les contraindre à s'impliquer dans la vie de l'école et chacun doit prendre ses responsabilités en ce sens).

2. La question s'est ensuite posée en ce qui concerne les rôles des délégués de parents d'élèves dont il a été précisé par une partie de ceux qui étaient présents sur place qu'ils n'étaient pas particulièrement accueillis dans l'école et ceci pourrait être préjudiciable aux enfants : l'idée étant que *l'école doit s'ouvrir*.

Cependant, il convient de bien distinguer le statut de parent d'élève et le statut d'élève et de ne pas usurper l'un ou l'autre.

Le rôle des délégués de parents semblent quand même revenir tout au long des débats comme étant un point important entre les familles et l'école. Il y a des textes qui régissent leur rôle. Ces textes pourraient éventuellement évoluer. De même que ceux concernant les pouvoirs du Directeur de l'école (voir plus bas) de manière à permettre un travail plus harmonieux et sans heurts si chacun reste sur une notion d'intérêt collectif et non sur son propre intérêt ou celui de son enfant.

Les délégués de parents doivent intervenir aux côtés de l'équipe pédagogique et non contre celle-ci. S'il ne peut pas y avoir d'ingérence de leur part dans la pédagogie, il peut y avoir travail en commun pour obtenir par exemple auprès des autorités compétentes des moyens ou partenaires nouveaux ou supplémentaires pour favoriser le travail des enfants auprès de l'équipe pédagogique.

3. Un certain nombre d'organismes extérieurs tels que le RASEN (Réseau d'aides spécialisées Education Nationale) doit intervenir de manière accrue.

Un délégué de parent d'élève ajoute à ce titre qu'un certain nombre d'activités sportives et culturelles pourrait se faire à l'intérieur de l'établissement comme cela se passe d'ailleurs dans les écoles privées ou tout ce qui est extra-scolaire, se fait dans l'école.

4. Sur le rôle du Directeur d'école

Des idées sont lancées pour permettre aux directeurs d'école d'avoir de réels responsabilités et pouvoirs en tant que supérieur hiérarchique, de manière à ce que « *le navire puisse avoir un capitaine* », ce qui ne serait pas le cas pour le moment.

L'idée étant qu'il faudrait un vrai chef à l'intérieur de l'école présent au quotidien, sans bien évidemment bouleversé la hiérarchie entre le Directeur de l'école et l'Inspecteur.

A cela, les directeurs d'école présents rappellent que cette responsabilité et ce pouvoir sont partagés avec l'ensemble de l'équipe pédagogique et enseignante et que le Directeur tient le rôle d'un coordinateur de cette équipe.

Les parents présents insistent à nouveau sur le fait que le Directeur doit être garant d'un cadre institutionnel au-delà de l'aspect pédagogique et disposer de réels pouvoirs en ce sens.

L'animateur synthétise donc ces propos en indiquant que selon les parties présentes, la lisibilité de l'école serait améliorée si le Directeur de l'Ecole devenait un Chef d'Etablissement avec un véritable pouvoir de décision.

5. Le rôle du réseau d'aides aux enfants composé d'enseignants spécialisés permettant un soutien et un encadrement en petit nombre auprès des enfants en difficulté. Le débat vient alors sur ce que l'on appelle « enfant en difficulté » nécessitant un simple soutien scolaire à l'intérieur de l'école ou en famille et ceux nécessitant un véritable soutien psychologique au-delà du simple soutien scolaire.

Une préoccupation est d'ailleurs à ce titre formulée sur le délai d'attente beaucoup trop long entre les demandes de rendez-vous au sein des centres médico-psychopédagogiques (CMPP) et la prise en charge de l'enfant ainsi que sur le manque d'agents au sein de ces centres.

L'unanimité se fait autour de la nécessité d'augmenter les moyens de soutien psychologique dans l'école.

6. Le débat se poursuit sur la nécessité de revoir les conditions de soutien scolaire de base en terme de méthodologie (les cours de méthodologie ont été supprimés : il conviendrait, puisqu'ils étaient importants, de les restaurer) et en terme de décloisonnement organisé à l'intérieur de l'école de manière à adopter des méthodes pédagogiques différentes selon les groupes d'enfants.
7. Il ressort également des échanges que l'Ecole ne peut palier seule l'échec scolaire et qu'une convergence est essentielle entre les deux valeurs que sont l'éducation et l'instruction.

Aucune des deux entités que sont la famille et l'école ne sont exemptes de ces deux préoccupations mais chacune doit garder son rôle et tout en cherchant à comprendre et à s'informer sur le rôle de l'autre, ne doit pas s'y immiscer.

Il existe à l'évidence une défiance entre les deux mondes que sont le monde des parents et de la famille et le monde de l'école. Il faut donc améliorer la lisibilité de l'école pour atténuer cette défiance.

Une analyse est alors faite sur les causes de cette défiance entre ces deux mondes et un certain nombre de remarques fort intéressantes sont apportées sur le fait que l'école est effectivement l'administration la plus proche des citoyens et doit assumer le poids de l'Etat.

Les enfants sont souvent en position de « tampons » entre des parents qui vivent au quotidien les aléas sociaux, économiques de la société et des enseignants qui se voient confier non seulement les enfants mais également le stress et les soucis ainsi que les revendications pas forcément uniquement scolaires des parents.

Cette défiance peut aller jusqu'au mépris d'un système et de ceux qui y participent.

Une synthèse est alors faite à ce stade des débats pour indiquer que les usagers de l'école ne doivent pas être les parents mais restent bien les enfants et que pour rétablir un climat de confiance, la notion de respect doit être rétablie entre les parents et les enseignants et cette notion doit être imposée aux enfants par le comportement même des parents et des enseignants, les uns à l'égard des autres.

Leur rôle se complète mais ne s'usurpe pas et ne s'outrepasse pas. Pour rétablir cette confiance, une unanimité se fait autour du fait que les valeurs véhiculées à l'école et celles imposées dans les familles doivent, dans la mesure du possible, se retrouver à un niveau similaire, de manière à éviter des déséquilibres entre des valeurs qui pourraient être regardées par certains comme « *ringardes* » ou « *passéistes* » ou au contraire trop laxistes, selon que l'on se positionne du point de vue de la famille ou de l'école (ou inversement).

Il serait opportun que ces propos soient clairement tenus dans les réunions de début d'années organisées par les maîtres et professeurs en présence des parents.

Certains des participants estiment qu'il serait bon de redéfinir les droits et devoirs de l'enfant, des parents, des enseignants et des délégués de parents.

8. Les Directeurs d'école et enseignants présents sont unanimes pour dire qu'il n'y a pas de malaise de l'école. Il y a bien un malaise de la société dont l'école ne constitue qu'une simple caisse de résonance puisque l'école reçoit tous les problèmes personnels économiques et psychologiques des parents.

L'école n'est pas le lieu pour résoudre ces problèmes mais bien le lieu pour apprendre aux enfants à vivre dans notre société tout en restant un monde relativement protégé car constituant le seul noyau stable perdurant tout au long de l'enfance et de l'adolescence.

## 9. Synthèse finale

Les murs de l'école ne doivent pas être un « *mur de lamentation* » mais bien au contraire les murs d'une structure d'accueil qui, tout en étant protégée, doit être ouvertes à la société. Les partenariats extérieurs tels que notamment les délégués de parents d'élèves ne doivent intervenir que dans le cadre de la défense d'intérêts généraux permettant d'appuyer la réussite des choix pédagogiques (dans lesquels il n'y a pas lieu de s'immiscer) ou d'obtenir par leur éventuel poids politique, des améliorations substantielles en terme de structures, de personnel et de moyens en général.

Il n'y a pas de malaise de l'école, mais probablement une ambiguïté entre le rôle de chacun qui pourrait être défini dans ses lignes essentielles dès le début de l'année scolaire, par une communication spécifique sur ce point, soit par écrit, soit de vives voix, (ce qui serait préférable) malgré le peu d'implication des parents dans la vie de l'école au quotidien).

Ce rôle d'explication devrait appartenir conjointement au Directeur de l'école et à l'équipe pédagogique ainsi qu'aux représentants des parents d'élèves intervenant chacun dans le cadre de leurs prérogatives bien définies et dans l'intérêt commun.